

all their goods seized and used. Were they to receive compensation?

Hon. Sir John A. Macdonald said he did not know what he meant. He did not see how this House could deal with such a question. That might be a matter to be settled in England.

Mr. Mackenzie did not see how they could go to England for compensation. He presumed they would not deny some remedy should be provided.

Hon. Sir John A. Macdonald said they had not yet reached that point, as this Bill was simply one for the Government of the country. The other was a separate matter, and would be so considered either here or in England, but it was premature to discuss it now.

Hon. Sir George-É. Cartier explained in French, in the course of which,

Mr. Godin asked if the Constitution was to be submitted to the people before being passed.

Hon. Sir George-É. Cartier—No.

Hon. Mr. McDougall said he spoke with some reluctance on account of the position he had unfortunately held with respect to the Territory. With respect to the Bill, he might say he was both pleased and displeased. Pleased at its having been brought down, and displeased at its unsatisfactory character. It must be displeasing to every one to know that the bargain settled with the three Governments, had been refused to be carried out on the pretence of the motive, which it was said actuated the Government. It was known that the reason given was that the Government desired to compel the Imperial Government to put them in peaceable possession of the country. They had been so far successful that the Imperial Government had promised to send 200 or 300 troops into the country and to pay one-fourth of the expenses. He apprehended there would be some condition attached to that agreement which would probably lessen its value to this country. Were they to understand that the Imperial Government agreed to pay one-fourth of all the expense, no matter what might be the extravagance of our Government? Were they to bear one-fourth of the expense of constructing boats, many of which were constructed in Lower Canada upon the miserable rule that everything done must be distributed between French and English? The transportation of these boats to Collingwood would cost as much as the boats themselves. Were they to understand that the Imperial Government agreed to bear one-

biens confisqués et utilisés pendant les troubles. Recevraient-elles un dédommagement?

L'honorable sir John A. Macdonald répond qu'il ne comprenait guère ce qu'il voulait dire. Il ne voyait pas comment la Chambre pouvait décider d'une telle question. Ce problème devait être réglé en Angleterre.

M. Mackenzie ne voit pas comment ils pourraient s'adresser à l'Angleterre pour obtenir réparations. Il présumait qu'ils admettraient qu'un dédommagement soit nécessaire.

L'honorable sir John A. Macdonald déclare qu'on n'avait pas encore atteint ce stade et que le projet de loi ne s'adressait qu'au Gouvernement du pays. Il ajouta que l'autre projet de loi était d'un autre ordre, qu'il serait considéré comme tel, ici ou en Angleterre et qu'il était nettement prématuré d'en discuter dès maintenant.

L'honorable sir George-É. Cartier donne des explications en français puis est interrompu par—

M. Godin qui demande si la Constitution serait soumise au peuple avant son adoption.

L'honorable sir George-É. Cartier—Non.

L'honorable M. McDougall avoue qu'il parlait avec une certaine réticence en raison de la position qu'il avait lui-même adoptée auparavant au sujet du Territoire. Quant au projet de loi, il s'en déclara à la fois heureux et mécontent, heureux du fait que le projet soit déposé, mécontent d'autre part, du caractère peu satisfaisant du dit projet. Il devait être désagréable à tous de savoir que l'on avait refusé d'appliquer l'accord intervenu entre les trois gouvernements sous prétexte qu'on prétendait guider le Gouvernement. On savait que la raison invoquée était que le Gouvernement désirait forcer le Gouvernement impérial à lui donner la possession pacifique du pays. Leurs efforts furent si fructueux que le Gouvernement impérial promit d'envoyer de 200 à 300 hommes de troupe au pays et de défrayer le quart des dépenses. Il redoutait qu'il y ait certaines conditions liées à cet accord qui pourraient probablement atténuer sa valeur pour le pays. Devaient-ils comprendre que le Gouvernement impérial acceptait de défrayer le quart des dépenses quelles que soient les prodigalités de notre Gouvernement? Le Gouvernement impérial supporterait-il les dépenses engendrées par la construction de navires dont la plupart étaient construits dans le Bas-Canada en raison de cette malheureuse règle voulant que tout ce qui se fait soit équitablement réparti entre français et anglais? Le transport de ces navires jusqu'à Collingwood coûterait autant que les navires eux-mêmes. Devaient-ils com-